

## Lutter pour la paix, pour l'avenir de nos élèves et de notre planète

C'est dans un contexte marqué par **une actualité tragique** que s'est tenu notre CSD. Nous ne pouvons que relayer et que **nous associer aux appels à la paix** au Proche-Orient, en Ukraine et partout dans le monde où sévit la guerre.

Nous sortons aussi profondément meurtris par la tragédie qui s'est produite à Arras le 13 octobre dernier. Elle montre **l'inertie de notre institution** 3 ans après la barbarie de Conflans-Saint-Honorine.

Nous dénonçons aussi la maltraitance que nous subissons et comme l'illustre la sortie en ambulance de notre collègue Professeure des Écoles suite à son audience à la DSDEN le 15 novembre dernier. Il est inadmissible et inacceptable qu'un tel fait se produise quelles que puissent être les causes de l'entretien.

**Nous disons assez de cette maltraitance qui s'est institutionnalisée.** Car cette façon de traiter le personnel de l'Éducation Nationale n'est pas qu'une dérive de plus, mais bel et bien le symptôme d'un système qui le casse et ne le protège pas.

**Nous ne pourrions changer la situation que par la mise en place d'un rapport de force. Inverser la tendance ne pourra se faire que par votre adhésion et par le militantisme. Notre force, c'est vous !**

**Concernant la voie professionnelle nous réaffirmons notre opposition à sa réforme où c'est la double peine.** D'un côté sont diminuées, de moitié les subventions de matériaux, de matières premières et de 203 heures les cours à la rentrée prochaine pourtant nécessaires à l'émancipation et à la formation des élèves. D'un autre côté, l'État enfonce le clou en proposant la charité aux élèves lors de leur formation en milieu professionnel avec une rémunération de 10€/jour pour des élèves de 2<sup>de</sup>, de 15€/j pour ceux de 1<sup>ère</sup> et 20€/j pour ceux de Terminale. Sans être assuré que l'argent ne lui revienne, un élève mineur de Lycée Professionnel, pour une période de 30 jours, serait rétribué sur une base de 2,85€/heure en Terminale, de 2.14€/h en 1<sup>ère</sup> et 1.43€/h en 2<sup>de</sup>. **Nous appelons tous les collègues du département à participer à l'opération**, financée par notre organisation et répondant à la demande de notre camarade du Lycée Professionnel du Sidobre Delphine Tournier, **d'envoyer une carte postale à M. le Président de la République et à se mobiliser massivement le 12 décembre lors de la manifestation pour dire NON à cette réforme !**

Nous appelons également à continuer d'exiger l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique et à une gestion de carrière tournant le dos à l'opacité et l'arbitraire.

**Enfin nous nous opposons catégoriquement à l'A69 projet d'un autre temps, appelons à un moratoire et à l'examen des projets alternatifs.** Non seulement ce projet est une aberration sociale avec un tarif de péage exorbitant de plus de 17€, mais c'est aussi une aberration environnementale détruisant des écosystèmes entiers. Il suscite également, par l'installation d'usines à bitume, la détresse des agriculteurs, les légitimes inquiétudes sanitaires des populations et le tourment des parents d'élèves puisque **12 établissements scolaires seraient situés à moins de 5 km de ces usines nocives ; l'école de Saint-Germain à 1km.** C'est inacceptable et nous appelons à envoyer une lettre type à la présidente de Région Mme Carole Delga et à M. Christophe Ramond président du Département afin qu'ils empêchent ces installations.

À Castres, le 23 novembre 2023.

Le bureau de la CGT Educ'Action Tarn.